

## LE CONSERVATISME NATIONAL AMÉRICAIN

La nouvelle droite américaine et le monde

Maya Kandel

Gallimard | « Le Débat »

2020/1 n° 208 | pages 30 à 41

ISSN 0246-2346

ISBN 9782072886409

Article disponible en ligne à l'adresse :

-----  
<https://www.cairn.info/revue-le-debat-2020-1-page-30.htm>  
-----

Distribution électronique Cairn.info pour Gallimard.

© Gallimard. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Maya Kandel

# Le conservatisme national américain

## *La nouvelle droite américaine et le monde*

Si le trumpisme a une essence, «cette essence est le nationalisme<sup>1</sup>». La victoire de Donald Trump en 2016 a redéfini le Parti républicain et cette nouvelle droite américaine se caractérise avant tout par une renaissance nationaliste. Le mouvement conservateur, armature intellectuelle du Parti républicain, tente aujourd'hui de théoriser les «instincts» de ce Président hors normes, en accord avec le nouveau socle électoral du parti, afin de conserver ces nouveaux électeurs qui ont porté Trump et le GOP au pouvoir, à la présidence comme au Congrès. Cette «théorisation à rebours» du trumpisme éclaire l'évolution de ce populisme à l'américaine, un national-populisme (ou néonationalisme, ou «conservatisme national»), dont les résonances sont nombreuses avec les populismes européens et, en particulier, avec la théorisation orbanienne de la démocratie «illibérale» chrétienne. Mais ce renouveau nationaliste américain a également ses spécificités, liées à l'histoire du pays, à la

construction de son identité et de son rapport au monde.

Il s'agit encore d'un mouvement disparate, qui rassemble une grande partie des intellectuels conservateurs (hormis les *Never Trumpers*), unis par leurs détestations communes et irrigués par les apports de l'*Alt-right*, la droite extrême américaine, à qui Trump a emprunté ses grilles de lecture du monde, en particulier l'opposition entre «globalistes» et nationalistes, l'appétence pour les théories complotistes et la hantise d'un «grand remplacement» par une immigration non blanche et chrétienne. Trois grands traits caractérisent ce «conservatisme national», qui entend donner un vernis intellectuel au trumpisme, bien qu'il ne cite guère Trump : une forte dimension religieuse, la religion chrétienne étant définie comme l'un des trois fondements de l'identité nationale américaine («la Bible, la langue

1. Christopher DeMuth, «Trumpism, Nationalism, and Conservatism», *Claremont Review of Books*, hiver 2019.

---

Maya Kandel, historienne, est chercheuse associée à l'université Paris 3-Sorbonne Nouvelle. Spécialiste de la politique étrangère des États-Unis, elle a récemment publié *Les États-Unis et le monde. De George Washington à Donald Trump* (Perrin, 2018). Dans *Le Débat* : «Une politique étrangère populiste ? Les États-Unis à l'ère Trump» (n° 202, novembre-décembre 2018).

---

anglaise et l'héritage juridique britannique ou *common law*) et brandie contre les évolutions sociétales impulsées par les Démocrates; la réhabilitation du rôle de l'État, contre la mondialisation «néolibérale», considérée comme dominée de plus en plus par la Chine; enfin, le refus du rôle de gendarme du monde, répudiation de l'interventionnisme caractéristique aussi bien des Démocrates centristes que des néo-conservateurs, désormais honnis par la nouvelle droite.

Comme pour tout nationalisme, le rapport au monde, à l'autre, est central. Un homme, Yoram Hazony, et son livre sur «la vertu du nationalisme» ont joué un rôle central pour fédérer cette évolution déjà en germe par ailleurs. Le propos de Hazony, sur lequel nous reviendrons, éclaire la transformation du mouvement conservateur en nouvelle constellation nationaliste, même s'il n'en constitue qu'une facette. Un autre marqueur important est l'illibéralisme ou, plus précisément, l'antilibéralisme, dont certaines caractéristiques sont propres aux États-Unis, mais qui participe d'un mouvement contemporain plus global. Enfin, le rejet de la politique étrangère américaine récente occupe une place centrale. Mais la question du rôle des États-Unis dans le monde est également le point le plus confus de cette nouvelle mouvance, écartelée entre des pôles presque opposés. Ce débat est crucial, quelle que soit l'issue de la prochaine élection américaine : la réponse sera en effet l'un des facteurs clés de la transformation du système international, de ses règles ou de leur absence, déterminant pour les pays européens et la France en particulier, parce qu'ils font partie d'un «Occident» en redéfinition, parce que l'Europe est liée aux États-Unis par des institutions et une alliance également en crise, enfin parce que toute puissance moyenne sera nécessairement

affectée par la transformation des règles du jeu international.

### *Un moment antilibéral*

Le présupposé de base de ce renouveau nationaliste américain est que le trumpisme a un avenir indépendant de celui de Trump et que cet avenir est nationaliste, religieux et antilibéral : le point de départ est bien d'entériner l'évolution du socle électoral républicain et d'adapter la ligne du parti à l'électorat trumpiste, y compris, voire surtout, pour préparer l'après-Trump.

Cet anti-libéralisme doit se comprendre sur trois plans, car il joue délibérément sur des confusions sémantiques savamment entretenues. Le premier plan rapproche le national-populisme américain de ses homologues européens et notamment hongrois et polonais : cet «illibéralisme» doit en effet se comprendre à l'aune de la théorisation orbanienne de la démocratie chrétienne comme «démocratie illibérale», définie par Viktor Orban dans un discours fondateur de 2014. Les nationaux-conservateurs américains jouent, comme le Premier ministre hongrois, sur les ambiguïtés du terme libéral, pour rejeter d'abord les valeurs «libérales» au sens de «progressistes», depuis les droits des minorités jusqu'à la notion même d'universalisme. Il s'agit de restaurer les traditions nationales et chrétiennes du pays.

Mais «antilibéral» doit aussi se comprendre au sens d'*antinéolibéral* : les nationaux-conservateurs américains critiquent, en effet, les excès de la dérégulation des années Reagan, la «dénationalisation» des multinationales et de leurs actionnaires, et l'augmentation sans précédent des inégalités, destructrices pour les classes moyennes et populaires qui ont construit

Maya Kandel  
Le conservatisme national  
américain

l'Amérique. Cette critique considère que la mondialisation néolibérale a profité à la Chine, avec la complicité d'une élite économique et politique américaine au mépris du peuple : il s'agit bien d'un nationalisme brandi contre la mondialisation et qui entend réhabiliter le rôle de l'État dans l'économie, notamment par la politique industrielle, terme oublié du lexique américain depuis plusieurs décennies et qui fait ainsi un grand retour.

Enfin, c'est un rejet du libéralisme en politique étrangère, qui s'oppose aussi bien à ceux que l'on appelait, des années 1990 jusqu'à l'intervention en Libye en 2011, les « faucons de gauche », favorables aux interventions humanitaires, qu'aux néo-conservateurs de l'administration de George W. Bush, qui entendaient promouvoir la démocratie dans le monde, y compris par la force. C'est un rejet de ce que les Américains appellent l'« ordre libéral international », terme qui désigne l'architecture de sécurité et ses institutions internationales, construites et garanties par Washington depuis 1945, considérées désormais comme obsolètes, contraignantes pour la souveraineté américaine et contre-productives car utilisées par les adversaires des États-Unis à leur avantage. On note ici la convergence de cette vision critique de la mondialisation et de la politique étrangère américaine avec la vision défendue par Vladimir Poutine depuis 2007 et par les populistes européens à sa suite, une vision alternative des relations internationales qui se présente comme la principale critique du système international existant<sup>2</sup>. Le néo-nationalisme américain participe ainsi d'une crise de la mondialisation « occidentale », voire d'une crise existentielle plus large de l'Occident, attaqué par des rivaux ascendants, traversé de courants contradictoires, tous – à l'intérieur des sociétés occidentales

comme à l'extérieur – réagissant à son déclin relatif.

*La constellation nationaliste :  
crise et redéfinition du conservatisme*

Le 14 juillet 2019, la plupart des représentants du mouvement conservateur américain contemporain se réunissaient pour trois jours au Ritz-Carlton de Washington pour une conférence fondatrice sur le « conservatisme national ». Donner une armature intellectuelle au trumpisme, afin de conserver les électeurs de Trump, et le pouvoir aux Républicains, après Trump : tel était l'objectif des intellectuels réunis autour de Yoram Hazony, auteur israélo-américain de *La Vertu du nationalisme*, prix 2019 du livre conservateur américain. Le livre de Hazony a été encensé par de nombreux éditorialistes et *think-tankers* conservateurs, et recommandé par Wess Mitchell, l'ancien responsable Europe au département d'État de Trump, pour « comprendre la vision dominante à Washington ». L'auteur cherche à théoriser, au prix de nombreuses confusions et d'une connaissance approximative de l'histoire européenne, ce qui vient à l'origine de l'*Alt-right*, la droite extrême américaine sur Internet, une vision du monde fondée sur l'opposition entre nationalistes et « globalistes », terme désignant des élites cupides et déconnectées, soucieuses uniquement de leurs intérêts contre ceux des peuples : le livre se présente comme une démonstration qu'un ordre international fondé sur les États-nations est plus pacifique et juste qu'un ordre fondé sur l'empire, projet des globalistes. Hazony entend surtout dénoncer « les deux projets impériaux contem-

2. Voir mon précédent article dans *Le Débat* : « Une politique étrangère populiste ? Les États-Unis à l'ère Trump », n° 202, novembre-décembre 2018.

porains », qui seraient l'Union européenne et la politique étrangère américaine depuis 1945 (l'ordre libéral international) : il considère en effet l'UE comme un projet destiné à transférer le pouvoir de décision des gouvernements nationaux indépendants vers un « corps international ». Quant au cas américain (la *Pax Americana* post-1945 et ses institutions internationales), il se place, selon l'auteur, dans la droite ligne de la tradition politique impérialiste allant de l'Empire romain à l'Empire britannique en passant par l'Autriche-Hongrie. Ce rejet doit avant tout être compris comme un rejet du rôle américain de gendarme du monde, de la politique étrangère américaine de la guerre froide poursuivie dans l'après-guerre froide et comme une dénonciation des néoconservateurs.

Il n'est guère surprenant de retrouver derrière ce livre un *think tank* californien jusque-là cantonné aux marges du débat politique, le Claremont Institute, qui a largement promu le livre de Hazony au travers de sa revue, la *Claremont Review of Books*, et de nombreux événements, organisés de plus en plus à Washington. Ce *think tank*, qui aime à se présenter aujourd'hui comme le fournisseur idéologique officiel du trumpisme, mérite d'être présenté car son histoire est liée à celle des néoconservateurs : il s'agit, en effet, de la branche dissidente « côte Ouest » du groupe de disciples du philosophe Leo Strauss, dont la branche principale a donné les néoconservateurs de la côte Est, dont l'antre a longtemps été l'American Enterprise Institute. Les straussiens de la côte Ouest ont, quant à eux, fondé le Claremont Institute près de Los Angeles, dans la région des *Claremont colleges* spécialisés en philosophie politique, en Californie (Claremont McKenna University, Pomona University)<sup>3</sup>.

Loin de Washington, occupé à dénoncer

depuis des années les dangers du progressisme, le Claremont Institute vit une véritable seconde naissance grâce à Trump : c'est en effet à sa revue, la *Claremont Review of Books*, que l'on doit la publication de l'article de Michael Anton, premier manifeste intellectuel pro-Trump paru à l'été 2016, *The Flight 93 Election*. Porté à l'attention de Trump par l'un des plus célèbres animateurs de radio des États-Unis, le très à droite Rush Limbaugh, l'article appelait notamment à une reprise en main « nationaliste » de la politique étrangère américaine et surtout à « renouer le lien entre politique étrangère et politique intérieure, qui s'était fragilisé ces dernières décennies », en rejetant l'internationalisme libéral « qui a été utile après 1945 mais est devenu contre-productif pour les États-Unis »<sup>4</sup>. Dès la victoire de Trump, Anton a été recruté au Conseil de sécurité nationale de la Maison Blanche et a participé à la rédaction de la stratégie nationale de l'administration Trump publiée en décembre 2017.

On retrouve chez les membres et auteurs du Claremont, comme chez Hazony, une critique virulente du philosophe anglais John Locke, critique du libéralisme politique prétexte à une critique de la modernité et du progrès, proche de celle que l'on peut lire chez le Français Jean-Claude Michéa, inspirée de Christopher Lasch (que Michéa a introduit en France) et reprise par les traditionalistes comme Alain de Benoist. Ce que Hazony condamne chez Locke, au prix d'une réécriture de l'histoire de la fondation des États-Unis, c'est la réduction des motivations de l'action humaine à ses déterminants rationnels et matérialistes, prétexte à dénoncer « la prison

3. Jacob Heilbrunn, « Donald Trump's Brains », *New York Review of Books*, 21 décembre 2017.

4. William Voegeli, « Conservatism After Trump », *Claremont Review of Books*, hiver 2019.

Maya Kandel  
Le conservatisme national  
américain

intellectuelle que constitue le paradigme libéral, prison dans laquelle est maintenant séquestrée la quasi-totalité de l'élite politique et intellectuelle éduquée dans les universités européennes et américaines » (Hazony).

Mais cette constellation nationaliste va plus loin dans la redéfinition du conservatisme américain avec cette notion de « conservatisme national ». En redéfinissant ainsi le mouvement conservateur américain, elle acte la mort de l'alliance (*fusion*<sup>5</sup>) des trois piliers qui définissaient et unissaient le conservatisme américain et le Parti républicain depuis 1945 : le « libéralisme » (partisan du libre marché mais, plus encore, d'un rôle minimal pour le gouvernement en général, « antistatiste » dans la terminologie américaine, disciples de Ayn Rand) ; la droite religieuse (évangélique et catholique) ; et, en politique étrangère, les interventionnistes militaristes (néoconservateurs dans l'évolution la plus récente du GOP post-guerre froide). Les principales ruptures portent sur le rôle de l'État dans l'économie et sur la politique étrangère (critique virulente de la politique étrangère de Bush fils). C'est la mort du parti de Reagan (ce que l'on savait déjà). Le pilier religieux demeure et devient dominant.

La réhabilitation de l'État-nation se veut aussi, voire surtout, une réhabilitation du rôle de l'État *contre* la mondialisation ou, plutôt, contre son évolution « chinoise », considérée comme n'étant plus désormais bénéfique aux intérêts américains – ou, en tout cas, à ceux du socle électoral du nouveau Parti républicain sous Trump. Sur le plan intérieur, symbole du rejet de Reagan (qui avait déclaré : « Le gouvernement n'est pas la solution à nos problèmes, le gouvernement *est* le problème »), l'aspect le plus frappant est la condamnation virulente du « libéralisme », qui désigne aux États-Unis

l'hostilité à toute forme d'intervention de l'État dans la société et l'économie : ce libéralisme est désormais considéré comme responsable de tous les maux de la société (de l'ascension de la Chine à la désindustrialisation américaine, à l'épidémie d'opioïdes et à la baisse de l'espérance de vie), en raison de la confiance abusive mise dans le rôle du marché. À cet égard, l'un des héros de ce néonationalisme est bien Tucker Carlson, animateur star de Fox News, coutumier des sorties xénophobes et populistes dans son émission quotidienne, proche de Trump, avec qui il a franchi la ligne de démarcation vers la Corée du Nord en juin 2019 ; c'est aussi à la suite d'un appel de Carlson que Trump aurait annulé, au dernier moment, la frappe prévue sur l'Iran qui avait abattu un drone américain à l'été 2019. Lors de la conférence sur le conservatisme national de juillet, Carlson (qui fut le plus applaudi) déclarait ainsi que « la principale menace aujourd'hui au mode de vie américain ne vient pas du gouvernement mais du secteur privé », citant les entreprises qui quittent les États aux législations les plus restrictives sur l'avortement, ou encore Oreo, icône américaine, des gâteaux pour enfants, qui proposait récemment une édition spéciale de ses cookies portant l'inscription « *Choose your pronoun* » pour soutenir le mouvement LGBTQ.

Signe des convergences avec l'évolution vers la gauche du Parti démocrate, Carlson a également cité « un de ses livres préférés », celui d'Elizabeth Warren, *The Two-Income Trap*, sur l'impossibilité aujourd'hui pour un ménage américain d'élever une famille avec un seul revenu. Il s'agit pour les uns de pointer la baisse

5. Pour « *Fusionism* » voir Zach Beauchamp, « Trump and the Dead End of Conservative Nationalism », *Vox*, 17 juillet 2019.

des revenus des classes moyennes et populaires en appelant à une politique industrielle visant à ramener les emplois aux États-Unis, pour les autres d'appeler à une politique nationale en faveur des familles (congé parental rémunéré). Au sein du mouvement conservateur en pleine redéfinition, la priorité n'est donc plus à la baisse des impôts, autre signe des temps : il s'agit là d'un autre tournant de taille, la fin de l'influence de Grover Norquist (*American for Tax Reform*) sur le Parti républicain. Jusqu'aux élections de 2012, en effet, le *pledge* (engagement) de Norquist, la promesse de ne pas augmenter les impôts, était un passage obligé pour les candidats républicains, signé par 95 % d'entre eux au Congrès et par tous les prétendants républicains à la présidentielle : cette page est tournée depuis la campagne 2016. Plus largement, cette réhabilitation du rôle de l'État se manifeste de plus en plus en faveur d'un nationalisme économique vigoureux, que l'on retrouve chez des économistes comme Oren Cass (référence du sénateur Marco Rubio) et des auteurs comme Julius Krein, fondateur et rédacteur en chef de la revue *American Affairs*, un nationalisme économique censé se déployer aussi bien à l'intérieur qu'à l'international par le biais des sanctions directes et secondaires (extraterritorialité). Autre convergence intéressante avec l'aile gauche du Parti démocrate (et avec Elizabeth Warren), l'appel à légiférer la « Big Tech » afin de casser des « monopoles qui limitent la liberté d'expression et cherchent à contrôler les esprits ».

*Nationalisme chrétien  
et nouveau réveil religieux*

Au sein de cette constellation nationaliste, un autre groupe influent est celui des intellectuels et journalistes catholiques, comme Patrick

Deneen, auteur d'un livre remarqué sur l'échec du libéralisme (*Why Liberalism Failed*), Rusty Reno, rédacteur en chef de la revue catholique *First Things* ou encore Mary Eberstadt, du *think tank* Faith and Reason, et J. D. Vance, auteur du best-seller *Hillbilly Elegy*. Ce groupe se retrouve aux côtés d'Hazony autour d'une autre obsession : retrouver un récit national, à la limite de la réécriture de l'histoire américaine pour certains, récit fondé sur l'héritage anglo-saxon chrétien : pour ces auteurs, la trilogie de l'identité nationale américaine est constituée de la langue anglaise, du droit anglais (*common law*) et de la Bible (*King James Bible*). La référence à la religion, à la famille, aux petites communautés et à Tocqueville, commune à tous ces intellectuels, évoque les précédents « réveils religieux » qu'a connus le pays, même avant son indépendance. Elle traduit aussi l'importance du vote religieux dans l'adhésion et le vote Trump.

L'alliance de la droite religieuse, évangélique (protestante) et du Parti républicain date des années 1980 : la droite religieuse, jusque-là non affiliée politiquement, avait franchi le pas en 1989 après l'échec de la candidature du télévangéliste extrémiste Pat Robertson, en créant la Coalition chrétienne. Associée à la campagne républicaine historique de Newt Gingrich en novembre 1994, la Coalition chrétienne participe donc à la reconquête républicaine du Congrès, après quarante ans dans la minorité (1954). C'est un moment de basculement de la vie politique américaine contemporaine qui mène au climat actuel et à Trump : dès 2000, l'agenda politique de la droite évangélique, le « Contrat avec la famille américaine », est intégré à la plate-forme du Parti républicain<sup>6</sup>. Cette

6. Liliana Mason, *Uncivil Agreement : How Politics Became Our Identity*, Chicago, The University of Chicago Press, 2018, p. 33 sq.



évolution explique le vote évangélique à près de 90 % pour Trump en 2016<sup>7</sup>. Durant sa campagne électorale, Donald Trump a su en effet mobiliser cet électorat, en répétant que les États-Unis étaient en train de perdre leur héritage chrétien, que le christianisme était attaqué et menacé, et en revendiquant explicitement un « nationalisme chrétien ».

Il y a, là encore, deux manières d'entendre cette référence. Le nationalisme chrétien se définit d'abord par une lecture évangélique de l'Ancien Testament et le parallèle entre les États-Unis et Israël pour exiger la préservation de la pureté ethnoreligieuse de l'Amérique. Ce parallèle entre les États-Unis et Israël est fait ici dans un sens mythico-religieux, mais il a des racines historiques dans l'histoire de la fondation des États-Unis par les premières générations d'exilés puritains, à qui l'on doit certaines citations célèbres toujours connues et enseignées aujourd'hui : l'Amérique comme « terre promise », nouvelle Israël (pasteur John Winthrop, « cité sur la colline », *city upon a hill*, repris par Reagan en « *shining city upon a hill* »), devant servir de phare au reste de l'humanité.

Mais le soutien évangélique (blanc) à Trump est également lié à la conviction que la société américaine ne cesse de renier ses fondements chrétiens sous la pression d'une justice aux mains des Démocrates, qu'il s'agisse de la légalisation de l'avortement, du mariage homosexuel, voire des droits civils pour certains. La droite évangélique entend donc mener la contre-attaque par les mêmes moyens, c'est-à-dire un renouvellement des juges et de l'ensemble du système judiciaire : le succès de Trump (et du Sénat républicain) depuis 2017 en la matière explique le maintien du soutien à plus de 80 % de cet électorat évangélique : Trump a déjà nommé deux nouveaux juges (sur neuf) à la

Cour suprême et le Sénat a renouvelé plus du quart des juges de la cour d'appel de DC, juges qui sont également nommés à vie et jouent un rôle décisif dans toute procédure allant vers la Cour suprême.

Il faut noter enfin l'influence plus récente, mais croissante, d'intellectuels catholiques sur le Parti républicain, que la chercheuse et professeur Blandine Chelini-Pont (Université Aix-Marseille) a même qualifié de « colonisation catholique de la droite américaine<sup>8</sup> » : il y a, en effet, une matrice intellectuelle catholique du mouvement conservateur américain actuel, devenue de plus en plus apparente depuis la fin des années 2000 et illustrée par d'innombrables cas de convertis, comme Newt Gingrich, Paul Ryan ou encore Jeb Bush<sup>9</sup>. Comme l'écrit Blandine Chelini-Pont, « la proportion de candidats catholiques et catholiques convertis parmi les Républicains les plus puissants politiquement est finalement impressionnante. L'exemple de Gingrich (officiellement converti en 2009) incarne leur émergence, après l'absorption de la droite religieuse fondamentaliste et évangélique au sein du GOP [...]. Elle montre en même temps le succès des thèses catholiques et de leurs réseaux dans la construction de l'idéologie conservatrice ». Newt Gingrich évoque ainsi dans ses livres la place essentielle que devrait

7. Andrew L. Whitehead, Samuel L. Perry, Joseph O. Baker, « Make America Christian Again : Christian Nationalism and Voting for Donald Trump in the 2016 Presidential Election », *Sociology of Religion. A Quarterly Review*, 2018.

8. Blandine Chelini-Pont, « Catholic Colonization of the American Right », in *Catholics and US Politics After the 2016 Elections* (sous la dir. de Marie Gayte, Blandine Chelini-Pont, Mark J. Rozell), Palgrave, 2018. Blandine Chelini-Pont, *La Droite catholique aux États-Unis, de la guerre froide aux années 2000*, PUR, 2013.

9. Cette influence se manifeste aussi à la Cour suprême qui compte aujourd'hui, sur neuf juges, cinq catholiques, trois juifs et un protestant converti (né et élevé dans la religion catholique).



avoir la religion dans la vie publique, proposant de « revenir sur la sécularisation trop forte des États-Unis ». Ce conservatisme catholique, pour citer à nouveau Blandine Chelini-Pont, « repose sur une relecture de l'ordre politique américain, dans ses origines mêmes, non plus comme un ordre libéral, mais comme un ordre républicain chrétien, qui, en quelque sorte, dénie à l'État sa sécularité à la fois idéologique et pratique, d'une part parce que cette sécularité provoque l'immoralité de la société civile et sa déliquescence au nom d'une lecture erronée et utilitariste de la liberté et de la vie privée, et, deuxièmement, parce que cette sécularité est un travestissement des intentions des Pères fondateurs américains qui avaient placé leur pays sous la guidance de Dieu ». On voit là le lien avec la critique et le rejet de Locke et son « consentement des gouvernés ».

Ce « nationalisme chrétien » est l'une des manifestations de cette dynamique plus générale de politisation des identités (tribalisme). Il s'agit d'une évolution notable, qui a des conséquences sur la politique étrangère américaine, mais aussi, plus largement, sur les relations internationales : en effet, il participe à un phénomène mondial puisque l'on constate aussi ailleurs, en Amérique latine, notamment, et au Brésil, en particulier, l'influence des chrétiens évangéliques sur la politique étrangère, plus précisément sur les relations diplomatiques avec Israël. Plus largement, ce nationalisme aux accents religieux a également des résonances avec d'autres évolutions politiques internes, notamment dans la Russie de Poutine mais aussi la Hongrie de Orbán ou encore la Ligue de Salvini, utilisant tous la religion dans leur plaidoyer pour la « défense de la civilisation judéo-chrétienne », au cœur de leur vision du monde.

Au-delà, cette référence à la religion dans ce

nationalisme chrétien permet aussi de rejeter les « nouveaux droits » considérés comme « démocrates ». On en voit déjà la traduction dans l'administration Trump avec la Commission sur les droits inaliénables créée au département d'État de Mike Pompeo début 2019, et qui compte essentiellement des personnalités représentant des organisations religieuses, notamment catholiques. Comme l'expliquait le nouveau directeur de la planification au département d'État, Peter Berkowitz, il s'agit bien de faire le tri entre des droits universels et des « droits contingents imposés par des traités internationaux » ou par des minorités politiques. Ces débats sur la nature des droits et donc leur violation ou non évoquent des débats similaires en Europe, soulevés notamment par le rapport Sargentini contre le gouvernement Orbán<sup>10</sup>. Dans le cas américain, cette matrice cherche aussi à se déployer à l'international, et l'on a ainsi vu le secrétaire d'État américain ouvrir un symposium au Vatican sur « le rôle des organisations religieuses dans les relations internationales », ou faire un discours, mis en avant sur la page du département d'État en octobre 2019, sur la manière d'« être un dirigeant chrétien »<sup>11</sup>. Dès lors, on comprend mieux les références et le culte voué à Viktor Orbán et sa définition de la démocratie illibérale comme démocratie chrétienne, qui, contrairement à la démocratie libérale, n'aurait pas renié ses origines et fondations chrétiennes.

10. Marc Plattner, « Illiberal Democracy and the Struggle on the Right », *Journal of Democracy*, 30, n° 1 (janvier 2019), pp. 5-19.

11. Discours de Mike Pompeo, « Being a Christian Leader », 11 octobre 2019 (consultable sur le site du gouvernement).

Maya Kandel  
Le conservatisme national  
américain

*Choc des civilisations  
ou tentation isolationniste*

Autre référence souvent invoquée, Samuel Huntington, celui du *Clash of Civilizations* mais aussi de *Who Are We*, son dernier livre en forme de réflexion et testament personnel sur l'identité américaine, exprimant son inquiétude et son rejet de l'immigration hispanique de masse depuis 1965 et l'abrogation des lois des quotas des années 1920. Ces diverses influences se manifestent dans une vision du monde qui mêle la lecture civilisationniste de Huntington, le prisme « nationalistes contre globalistes » de Hazony, mais aussi l'obsession souverainiste de longue date de certains secteurs républicains et d'intellectuels comme ceux du Claremont Institute, dont le principe fondateur, rappelons-le, est qu'il faut « restaurer les principes de la fondation du pays » : la Constitution américaine est considérée comme la seule source de légitimité et de droit, ce qui explique aussi pourquoi l'UE figure à tel point comme hérésie, ennemi à abattre. Les critiques de l'UE sont par ailleurs souvent couplées à des attaques très précises contre les théoriciens américains des relations internationales, John Ikenberry et Joseph Nye notamment, coupables, entre autres, d'avoir « inventé la gouvernance globale ». Pour autant, cette « vision » reste parcellaire, résumée par des slogans (nationalistes contre « globalistes », patriotes contre cosmopolites, que l'on retrouve dans plusieurs discours emblématiques de Trump, chaque année à l'ONU ou à Varsovie en 2017).

La politique étrangère constitue ainsi un élément essentiel du credo de ces nationalistes puisqu'ils envisagent leur combat dans le cadre d'un double affrontement à la fois interne et mondial : contre une élite internationaliste favorable à la gouvernance mondiale et au

multi-latéralisme (« globaliste »), mais aussi au multiculturalisme à l'intérieur (« cosmopolite ») ; et contre ceux qui veulent la fin de l'Occident (la Chine et l'Islam politique). Mais là où Hazony, comme Pompeo, parle de redéfinir les alliances en accord avec ces principes et d'encourager les nationalistes de tous les pays, d'autres, comme Tucker Carlson, défendent un authentique isolationnisme qui envisage la politique étrangère comme la défense de l'intérêt américain redéfini *a minima* : sécurité du territoire, protection des frontières, défense des entreprises américaines contre la concurrence chinoise ; dans cette optique, il faut non seulement quitter le Moyen-Orient mais aussi la Corée du Sud et l'Europe, l'idée de faire la guerre pour défendre Taiwan provoque des rires et l'OTAN est obsolète (et « pourquoi ne serait-on pas amis avec la Russie »). Dans un échange avec le président Trump, Tucker Carlson s'était demandé pourquoi il devrait envoyer son fils mourir pour le Montenegro, à l'occasion de l'entrée de ce pays dans l'OTAN. Réponse révélatrice de Trump : « Je me pose la même question. »

*Un exercice intellectuel  
en phase avec l'opinion...*

Une étude récente du *think tank* de gauche Center for American Progress (CAP) sur l'évolution de l'opinion américaine sur la politique étrangère pointait l'existence d'un « bloc nationaliste » au sein de l'opinion<sup>12</sup> : un tiers des électeurs, soit le plus gros groupe identifié par l'étude, pouvait être décrit comme un bloc nationaliste, défini par une volonté de retrait du

12. Center for American Progress, *America Adrift : How the US Foreign Policy Debate Misses What Voters Really Want*, mai 2019.

monde et l'adhésion aux positions de Trump sur l'immigration et le commerce. L'un des marqueurs les plus importants était la dimension générationnelle, également soulignée par d'autres études<sup>13</sup>, montrant que les plus internationalistes sont dans la population vieillissante, tandis que les *millennials* et plus jeunes pensent que les États-Unis devraient « rester à l'écart des affaires du monde ». Pour la majorité de l'opinion, les priorités de la politique étrangère américaine devraient être la sécurité et un engagement restreint (*restraint*, nouveau *buzzword* de l'*establishment* de politique étrangère). Le « bloc nationaliste » évoqué dans l'étude du CAP se caractérise avant tout par ses positions très anti-immigration, positions qui ensuite évoluent vers une posture générale hostile à l'implication américaine dans le monde et adhèrent à *America First* envisagée comme *Fortress America* (fermer le pays aux immigrés, au commerce, aux entreprises et à l'influence chinoises). Sans les justifier, des évolutions démographiques éclairent ces positionnements marqués par la crainte. Selon une étude du centre de recherche Pew en 2017, la population des États-Unis née à l'étranger atteignait 44,4 millions d'habitants ; le pourcentage d'immigrants vivant aux États-Unis représentait 13,6 % de la population, juste en dessous du record de 1890 à 14,8 %. De 1990 à 2007, la population d'immigrants illégaux a été multipliée par trois, pour atteindre 12,2 millions en 2007. Elle est aujourd'hui estimée à 10,5 millions<sup>14</sup>. Ces chiffres sont proches du plus haut niveau historique de 1890 et 1910, deux moments préludes à des fièvres de nationalisme, au vote de lois des quotas (1923 et 1924) et à la période la plus isolationniste de la politique étrangère américaine (années 1920 et 1930).

Ces conceptions de politique étrangère sont très peu présentes dans les *think tanks*, à l'except-

tion du Cato Institute, seul *think tank* isolationniste en politique étrangère, qui est financé par les frères Koch. Il y a bien un mouvement d'opinion pour la « fin des guerres sans fin » (*end endless wars*), promu par ailleurs et de manière tonitruante par le fil twitter présidentiel, Trump rappelant de plus en plus fréquemment à l'approche de l'échéance 2020 qu'il a été élu sur cette promesse et la met en œuvre<sup>15</sup>. Mais on ne discerne pas encore de diffusion de ces idées au sein de la communauté stratégique opérationnelle (les praticiens). Elles se diffusent cependant dans les milieux universitaires, avec les « réalistes » à la Stephen Walt ou Barry Buzan – là aussi avec l'aide financière de la fondation Koch, qui a distribué plus de vingt-cinq millions de dollars depuis 2015 à des centres universitaires pour renouveler les approches de la grande stratégie américaine. C'est ce constat qui a conduit à la création du Quincy Institute (en référence à l'avertissement du président John Quincy Adams, qui voulait prévenir l'Amérique contre la tentation d'« aller à l'étranger en quête de monstres à détruire » : ce nouveau *think tank* doit être inauguré fin 2019 et a fait la une car il associe dans ses soutiens Charles Koch et George Soros, chacun à un bout du spectre politique américain, afin de « faire émerger un blob alternatif<sup>16</sup> » (l'expression « blob » vient de l'administration Obama, qui désignait ainsi l'écosystème

13. Trevor Thrall, « The Clash of Generations and American Foreign Policy », *War on the Rocks*, juillet 2018.

14. Pew, *Key Findings About US Immigrants*, 17 juin 2019.

15. Une majorité écrasante d'Américains considèrent que les guerres en Irak et Afghanistan ne valaient pas la peine. Cf. étude Pew : « Majorities of U.S. Veterans, Public Say the Wars in Iraq and Afghanistan Were not Worth Fighting », 10 juillet 2019 (consultable en ligne).

16. Beverly Gage, « The Koch Foundation Is Trying to Reshape Foreign Policy. With Liberal Allies », *New York Times*, 10 septembre 2019.

intellectuel des *think tanks* de Washington en politique étrangère, majoritairement favorables à un rôle actif du pays dans le monde).

On constate l'écho de ces positions aussi bien à droite (trumpistes, *Breitbart*, Carlson), mais aussi à gauche, notamment par la voix de Tulsi Gabbard mais portant bien au-delà de ses seuls adhérents, même si l'*establishment* washingtonien de politique étrangère, qui conseille tous les candidats sauf Gabbard et Sanders, y demeure réfractaire<sup>17</sup>. Le débat démocrate du 15 octobre 2019, en pleine opération turque en Syrie, a montré le malaise et l'ambivalence des candidats démocrates sur la question de l'intervention militaire, en particulier au Moyen-Orient, débat qui oppose les « centristes » aux « progressistes » du parti.

Côté républicain, si les élus républicains (surtout au Sénat, un peu moins à la Chambre) continuent de représenter l'ancien consensus internationaliste en politique étrangère, loin des positions de Trump dont ils critiquent la politique étrangère, les choses pourraient évoluer, en raison du nombre record de départs à la retraite côté républicain, départs qui annoncent un renouvellement profond du parti sans doute, du moins pour l'instant, en faveur d'un trumpisme tous azimuts<sup>18</sup>. Il faut écouter le propos de Tucker Carlson dans son émission quotidienne, deuxième show en termes d'audience nationale (juste derrière Sean Hannity, également sur Fox News) pour saisir le décalage entre le Washington politico-médiatico-think-tankiste et une grande partie de l'opinion.

*Un avenir incertain  
pour le rôle américain dans le monde*

Il y a des fondamentaux qui ne changeront pas avec ou sans Trump : le constat d'un ordre

international qui ne sert plus les intérêts américains et qu'il convient de réformer (dynamiter, selon Trump); la nécessité de renouer le lien avec la politique intérieure et surtout les classes moyennes et populaires; le rejet des interventions militaires sauf si l'intérêt national est directement menacé; une ambivalence profonde ou, au moins, une réévaluation des alliances et des alliés. Mais la politique étrangère est à la fois au cœur du conservatisme national, tout en constituant la grande faiblesse de ce mouvement, en raison de la confusion qui y règne et des questions existentielles que son évolution pose pour le pays. Car les États-Unis se sont toujours définis par l'exceptionnalisme, la conviction d'avoir un rôle unique à jouer dans le monde : or le retrait ou l'isolationnisme supposent un renoncement, celui d'une posture hégémonique à l'international. Le sénateur républicain Josh Hawley, plus jeune élu du Sénat, dans son discours de clôture de la conférence sur le conservatisme national, a semblé vouloir, comme Trump, tourner la page de la dimension missionnaire de la politique étrangère américaine : « L'Amérique ne va pas ressembler au reste du monde, et le reste du monde ne ressemblera pas à l'Amérique. » Mais en rejetant l'exceptionnalisme, les États-Unis deviennent une puissance normale. C'est d'ailleurs aussi le sens de la politique de Trump, et sa réélection entérinerait cette évolution américaine.

Pour le Claremont, comme pour les nationalistes qui entendent revenir aux origines du pays, il convient de renouer avec George Washington et son rejet des « alliances contraignantes »;

17. Nellie Bowles, « Tulsi Gabbard Thinks We're Doomed », *New York Times*, 2 août 2019.

18. Josh Kraushaar, « Trumpism Will Last Long After Trump Leaves Washington », *New York Times*, 8 septembre 2019.

au-delà, il s'agirait de revenir à la politique étrangère américaine du premier siècle, fondée sur la nécessité de la puissance économique et, donc, sur une politique commerciale agressive, afin de défendre la base manufacturière et l'emploi américains, mais aussi sur un impérialisme économique à la McKinley, qui mette la force de l'État à la rescousse des entreprises américaines, à l'intérieur comme à l'international – cet « impérialisme privé » proprement américain, symbolisé par la politique asiatique au XIX<sup>e</sup> siècle et par la United Fruit en Amérique latine jusqu'à la Seconde Guerre mondiale<sup>19</sup>.

Mais tous n'envisagent pas la politique internationale comme une simple « compétition géo-économique ». Ainsi, le conservatisme national revendique également la dimension idéologique de la compétition internationale, invoquant une double « guerre globale des idées » opposant l'Occident au reste du monde, mais opposant aussi, à l'intérieur de l'Occident, nationalistes et globalistes. De même, le sénateur Hawley, encore lui, dénonçait dans un discours récent « l'idéologie globaliste dominante dans de nombreux pays européens, notamment l'Allemagne et la France d'Emmanuel Macron », idéologie désignée comme « progressisme transnational », vision « postsouverainiste », ou « universalisme progressiste »<sup>20</sup>. Répétant que le but de la politique étrangère américaine n'est plus de transformer le monde, il mettait l'accent sur la fondation du pays, « construit et développé par les travailleurs, les classes moyennes », plaidant pour un « ordre international respectant notre caractère national, qui est d'être une nation avant tout commerciale ». Or, « une nation commerciale ayant besoin d'accès aux marchés dans toutes les régions du monde », Hawley concluait donc en indiquant que ce n'était possible que « si aucune région n'est contrôlée ou développée par

une autre puissance », et que la politique étrangère américaine devait donc empêcher toute autre puissance hégémonique, en particulier sur l'Europe et l'Asie.

Cette phrase rappelle furieusement un document stratégique de 1992, premier document du Pentagone après la fin de la guerre froide émanant de Dick Cheney et de Paul Wolfowitz (deux hommes que l'on retrouvera dans l'administration de George W. Bush en 2001), qui déclarait que le but de la stratégie américaine devait être désormais d'« empêcher l'émergence d'une superpuissance rivale ». Cet accent géopolitique évoquant les théories de McKinder est présent dans nombre de textes récents et actuels émanant, notamment, des néoconservateurs très préoccupés par le contrôle de l'Eurasie. Hawley concluait son discours fondateur sur une stratégie aux accents de *containment* (endiguement), cette fois à l'encontre de la Chine, dont « la volonté de domination constitue la plus grave menace sécuritaire pour les États-Unis dans ce siècle ». Ce discours est proche de celui de Tom Cotton ou de Nikki Haley, autres figures emblématiques de la jeune garde républicaine et prétendants à la succession de Trump, qui continuent par ailleurs, comme Hawley, de faire allégeance totale au Président actuel tout en développant un discours ambigu à l'international, discours qui séduit les Républicains plus classiques, y compris néoconservateurs. Un discours très loin de celui de l'isolationniste Carlson. Ce débat-là n'est donc pas encore tranché.

*Maya Kandel.*

19. Maya Kandel, *Les États-Unis et le monde. De George Washington à Donald Trump*, Perrin, 2018.

20. Senator Hawley's Speech on Rethinking America's Foreign Policy Consensus (site du sénateur), 12 novembre 2019.